

Synthèse

des pratiques d'exclusion dans EVE

...et d'une Résistance unie dans la diversité qui s'y oppose.

Commençons au 27 janvier 2012, le Conseil des Associations d'Éponyme se réunit pour élire 5 membres Associatifs au Conseil d'Administration (CA). Malheureusement, les élections sont phagocytées par un syndicat étudiant qui décide à la place des associations de la Pépinière qui est élu et qui ne l'est pas. De nombreux bénévoles et associations indépendantes membres d'Éponyme sont choquées devant cette pratique, ils pensent que la prochaine AG se déroulera de la même manière. Ils décident de ne pas accepter ces pratiques d'exclusion. Un texte de ralliement tourne, [la démarche « Sauvons Éponyme »](#) est née.

Le 9 mars, l'Assemblée Générale se réunit. Suite à la démarche « Sauvons Éponyme ! », les adhérents individuels et associatifs indépendants de l'agglomération sont venus nombreux. Mais les présents ont pu constater le grand nombre de militants politiques UNEF et MJS, doublé chacun d'une procuration, qui s'est déplacé de toute la France et est venu à EVE décider du sort d'un lieu, d'un projet collectif, d'associations et de bénévoles qu'ils ne connaissent pas.

C'est donc à une courte majorité que les adhérents soutenant la démarche « Sauvons Éponyme ! » sont parvenus à élire 3 d'entre eux comme membres du CA (sur 5) et que deux motions importantes ont été votées par l'Assemblée Générale : [la Motion 1 « pour Éponyme unie dans la diversité »](#), et la [Motion 2 « pour une Gestion étudiante et associative à EVE »](#).

Le 14 mars, alors qu'ils restent toujours majoritaires au Conseil d'Administration, l'UNEF et ses affiliés se refusent à partager le Bureau avec les associatifs indépendants : le CA désigne un Bureau uniquement composé d'organisations syndicales ou politiques. Aucun membre Associatif actif dans EVE n'est représenté.

Le nouveau Bureau, rassuré par une majorité du CA qui méprise ouvertement en réunion les décisions prises en Assemblée Générale (AG), ne fait pas le choix de l'ouverture et de la réconciliation mais celui de la censure et de la reprise en main musclée :

Aucune information sur l'AG du 9 mars n'est transmise aux adhérents. Ceux-ci n'auront pas le compte-rendu de l'AG, pas les bilans, et surtout pas les motions votées en AG. C'est comme s'il ne s'était rien passé.

L'Assemblée Générale a voté une [Motion 1 « pour Éponyme unie dans la diversité »](#) qui annonce la réforme des statuts de l'association et qui stipule que :

« Ces nouveaux statuts devront poursuivre les objectifs suivants :

- Garantir la sauvegarde sur le long terme du projet social, culturel et citoyen de Eponyme et construire des outils permettant de le mettre en place dans le respect des valeurs de démocratie, de co-construction, et de participation étudiante,*
- Garantir une représentation la plus équitable possible de tous les acteurs du projet associatif qui co-gèrent l'association et/ou animent l'Espace Vie Etudiante, notamment en élargissant les instances, voir en en créant si cela s'avère nécessaire, et en garantissant le passage des information entre celles-ci.*
- Préciser les pouvoirs des employés afin que ceux-ci soient au service de la gestion étudiante.*
- Créer et/ou adapter les outils permettant une meilleure implication des bénévoles*

et de faciliter les passations.

*Pour atteindre au mieux ces objectifs, **un travail participatif sera organisé tous les mardis** jusqu'à cette Assemblée Générale Extraordinaire. **Ces sessions de travail seront ouvertes à tous** et animées par les membres du Conseil d'Administration. Ces derniers seront chargés de rédiger une ou des propositions de statuts selon les expressions des membres de l'association, notamment concernant le fond du projet associatif. **Une communication spécifique sera réalisée pour inviter l'ensemble des adhérents à venir participer à ces réunions.** Tout autre moyen permettant d'élargir la participation (liste de diffusion de courriels, forum, enquêtes, etc.) pourra également être utilisé. »*

...mais la majorité du Conseil d'Administration et le Bureau de l'association n'effectuent depuis maintenant 5 semaines :

- 1. Aucune communication** sur les dates de ces sessions de travail hebdomadaire avec les adhérents (pas de courriels, pas de calendrier).
- 2. Aucune logistique** (pas de secrétaire pour noter les contributions des adhérents, de réservation de salle de réunion, etc.)

Ce sabotage des réformes statutaires qui devait rétablir la paix dans la chaumière en donnant une place à chacun dans un Conseil d'Administration élargi est également un déni de démocratie car il piétine les résolutions votées en Assemblée Générale et donc les articles suivants des statuts :

6.8 *Tout membre s'engage à respecter les présents statuts ainsi que les différents textes qui régissent l'association et **votés régulièrement en Assemblée Générale.***

7.1 *La qualité de membre se perd :*

Par décès.

Par démission adressée par écrit au Président de l'association.

*Par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux présents statuts, **aux différents textes qui régissent l'association et votés régulièrement en Assemblée Générale** ou motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association.*

13.1 *Le Conseil d'Administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'association **et dans le cadre des résolutions adoptées par les Assemblées Générales.***

Pour calmer les adhérents, la présidente lâchera quand même une miette : elle convoquera un petit « temps de réflexion et d'échanges » à l'extérieur de EVE, dans les douves du château :

Sujet: [newsletter2011] temps de réflexion et d'échanges vendredi 30 mars
dès 17h

"Bonjour à toutes et à tous,

Plus de 200 d'entre vous ont participé à l'Assemblée Générale du 9 mars dernier. L'occasion de rappeler l'attachement fort à notre association.

*Afin de construire ensemble le projet de l'association Éponyme, actuel gestionnaire du bâtiment EVE, nous vous invitons à un premier **temps de réflexion et***

d'échanges vendredi 30 mars dès 17h **devant l'Espace Vie Étudiante**.
Afin de pouvoir anticiper sur le nombre de participants et adapter nos outils d'animation, merci de bien vouloir confirmer votre venue par mail à l'adresse : projet@eve-grenoble.org

Si vous ne pouvez pas vous rendre disponible pour cette réunion, n'hésitez pas à transmettre vos remarques et vos propositions afin que nous puissions en tenir compte.

Plus que jamais, nous avons besoin d'un EVE collectif. À nous de le construire.

Pour le Conseil d'Administration,

H. L,

Présidente d'Éponyme"

Malheureusement, il n'est nulle part fait référence dans cet ordre du jour à la réforme des statuts, à ses objectifs et à son calendrier de sessions publiques de travail, toutes choses clairement définies dans la motion 1 votée par la majorité des adhérents et que la présidente aurait dû mettre dans sa convocation.

De toute façon, aucune suite ne sera donnée à ce « temps de réflexion et d'échanges » : aucun groupe de travail sur les statuts, sur le dossier de DSP, sur le projet associatif, etc.

Le 30 mars, devant la mauvaise foi du Bureau et de la majorité du CA qui refusent d'appliquer les résolutions de l'Assemblée Générale, et compte tenu du calendrier fixé par le PRES (la fin des dépôts de candidature pour la gestion du bâtiment EVE est le 25 avril), huit membres du Conseil d'Administration (CA) décident de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE), comme prévu dans [les statuts](#) aux articles 16.4 et 16.5 .

Ces huit membres demandent aux autres administrateurs de communiquer une convocation d'AGE pour le 18 avril, avec un ordre du jour reprenant [celui demandé par la dernière Assemblée Générale](#).

Selon l'article 16.5 La convocation doit être adressée aux adhérents au moins 15 jours avant, soit le 4 avril.

Selon le même article, l'ordre du jour d'une convocation doit être fixé par la majorité du CA.

Le 4 avril, les 8 membres qui ont demandé une AGE pour le 18 avril constatent qu'aucun Conseil d'Administration n'a été convoqué par le Bureau, dont c'est le rôle dans les statuts (article 15.5), afin de fixer un ordre du jour pour la convocation.

Ils constatent aussi que la date limite pour envoyer la convocation (15 jours avant l'AGE) a été dépassée, carence du secrétaire « général » , dont c'est le rôle d'envoyer les convocations (statuts article 15.3). Les 5 membres du CA signataires de « Sauvons Eponyme » annoncent aux autres administrateurs que si le Bureau ne remplit pas ses missions pour convoquer l'AGE, d'autres administrateurs auront le devoir de le faire à leur place.

Un CA d'urgence est alors convoqué par la présidente le soir-même. Il porte à l'ordre du jour l'exclusion d'un membre du CA (signataire de « Sauvons Eponyme »), accusé d'avoir affiché dans le bâtiment EVE la convocation à l'AGE signée par un tiers des membres du CA. Les 4 autres membres du Conseil d'Administration signataires de « Sauvons Eponyme » se portent alors solidaires de l'accusé et déclarent tous aux autres membres du CA avoir eux aussi affiché la convocation de l'AGE dans le bâtiment. Ils diffusent alors par courriel cette convocation à tous les adhérents.

Le 6 avril, pour diverses raisons, aucun des 8 membres qui ont demandé une AGE ne sera présent au CA d'urgence du 6 avril. Le « jugement des 5 » est repoussé au prochain CA. Aucune information n'est diffusée aux administrateurs absents sur les autres décisions prises par ce CA.

Le 7 avril, la présidente convoque tous les adhérents à une Assemblée Générale Extraordinaire, sans aucun point de l'ordre du jour demandé par le tiers du CA et, surtout, demandé par la dernière Assemblée Générale (souveraine) du 9 mars 2012.

Le 8 avril, les administrateurs reçoivent un « relevé de conclusion » du secrétaire « général » dans lequel il est dit :

« 3) Point sur l'affectation au bâtiment des biens mobiliers, immobiliers et immatériels et équipements de l'association Éponyme

Afin de permettre la continuité du service public indépendamment de l'actuel procédure d'appel d'offre, le Conseil d'Administration de l'association Éponyme mandate le bureau pour affecter au bâtiment [c'est à dire au propriétaire du bâtiment, le PRES Université de Grenoble] tous les biens mobiliers, immobiliers, immatériels et équipements de l'association Éponyme qui contribuent au fonctionnement de l'Espace Vie Étudiante. Ceci sous réserve de ne pas mettre en danger la solvabilité de l'association.

Pour : Unanimité des présents et représentés »

C'est une nouvelle affligeante. La dévolution de tous les biens matériels et immatériels de l'association (évalués à au moins 100 000 Euros) n'est statutairement prévue qu'en cas de dissolution pure et simple de l'association. Cette décision est donc une infraction aux articles 23 et 24 des statuts et porte un grave préjudice matériel, financier et moral à l'association. En effet, seule l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider de la dévolution des biens et mandater des liquidateurs. De plus, l'actif net doit être « *attribué obligatoirement à une ou plusieurs autres associations poursuivant des buts similaires et qui seront désignées par l'Assemblée générale Extraordinaire* », et non pas être attribué à l'Administration universitaire...

Le 11 avril, la présidente (membre de droit) envoie à chacun des 5 membres du CA signataires de « Sauvons Éponyme » (dont 3 récemment élus au suffrage direct en Assemblée Générale des adhérents Individuels) une douce lettre :

« Madame/Monsieur

Notre association (1) a proposé votre exclusion pour le motif suivant:

– Non respect des statuts et des instances concernant la diffusion d'une convocation d'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Conseil d'Administration se réunira le mardi 17 avril 2012 à 17 heures à EVE.

Les membres exclus ont le droit de réagir et de présenter leurs remarques. Nous vous invitons donc à cette rencontre (2). Vous pouvez également nous faire part de vos remarques par écrit.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Madame/Monsieur l'expression de nos salutations.

*La présidente,
Madame H. L. »*

(1) La présidente se prend pour « notre association ». Pourtant, aucun administrateur n'a, à ce jour, reçu le procès verbal du CA du 6 avril, signé par des administrateurs nommés, dans lequel il est stipulé que la majorité du CA a proposé l'exclusion de 5 autres membres du CA.

(2) On notera que les membres accusés sont déjà exclus au moment où ils ont le droit de « réagir et de présenter leurs remarques » (du genre, voulez-vous oui ou non une dernière cigarette avant de quitter la salle...).

Le 12 avril les administrateurs reçoivent un communiqué de la majorité du CA qui confirme la liquidation des biens de l'association et les informe d'une autre décision très importante prise lors de ce CA du 6 avril :

*« Nous sommes aujourd'hui dans une impasse, et la guerre procédurale dans laquelle nous sommes enfermés chaque jour davantage nous met dans l'impossibilité d'envoyer une réponse commune à l'appel d'offre. » [...] « Tristes de ce constat, nous actons que le seul choix responsable que nous, administrateurs, pouvons faire pour sauvegarder la gestion étudiante du bâtiment EVE **est de ne pas déposer de réponse à l'appel d'offre DSP au nom de l'association Eponyme** et de permettre à d'autres projets d'émerger plus sereinement. »*

C'est une nouvelle infraction à la résolution votée lors de la dernière Assemblée Générale (et donc aux statuts), qui précise que « *La réponse à l'appel d'offre de la DSP devra se faire avec la participation complète du Conseil d'Administration pour la rédaction, et des adhérents concernant le contenu. Des instances de participation seront mises en place dans ce sens. Une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée pour voter le principe de réponse à l'appel d'offre de la Délégation de Service Public du bâtiment EVE* ».

Ces décisions historiques, qui sabordent l'association et sa gestion étudiante et associative depuis 8 ans, ont été prises par seulement 9 membres présents (quand l'association compte plus de 2000 adhérents et plus de 200 adhérents présents et motivés à la dernière Assemblée générale).

De telles décisions ont été prises par des personnes, et notamment une organisation :

- qui ne reflètent aucunement la diversité culturelle, sociale et civique de la vie étudiante et des activités quotidiennes de EVE tout au long de l'année (sur les 9 personnes, il y avait 7 membres de l'UNEF, un membre de Fac Verte (fraction hégémoniste), et un cadre du PRES (qui d'ailleurs vote le legs des biens de notre association à son propre organisme...) ;
- qui n'acceptent pas de perdre le « pouvoir » ; qui sont prêts à couler le navire pour éviter qu'une « Opposition » ou une alternance ne les « renverse » et à effectuer une stratégie de la terre brûlée face aux adhérents et aux associations qui ne suivent pas leurs directives ;
- qui empêchent les autres administrateurs de déposer un dossier de candidature pour l'association, en faisant pression sur les employés, pour qu'ils ne fournissent aucun des documents nécessaires ;
- **qui se préparent à exclure de l'association, juste avant l'organisation de l'AGE et la date limite de dépôt des candidatures, ...tous les membres du Conseil**

d'Administration qui souhaitent qu'Éponyme réponde à l'appel d'offre public pour la gestion de EVE.

Alors que nous voulons une co-gestion équitable et diversifiée, certains n'acceptent pas le partage des décisions et l'accès équitable à toutes les formes culturelles, sociales et civiques des initiatives étudiantes et associatives.

Nous considérons EVE comme une agora publique, un espace démocratique sans discrimination, un lieu où tout le monde doit apprendre à co-gérer et à vivre ensemble.

Nous ne laisserons pas une seule organisation, ni un seul parti, ni une seule administration gérer de manière exclusive et hégémonique la Maison des Etudiants de Grenoble, par et pour les étudiants.

Unité dans la diversité !

Les 5 membres du Conseil d'Administration d'Éponyme, signataires de la démarche "Sauvons Éponyme!", dont l'exclusion de l'association est à l'ordre du jour du prochain Conseil d'Administration : Antoine Aguesse, Samuel Chopin, Fabien Givernaud, Alexandre Lamothe, Emmanuelle Vallée.